

INTERVIEW

LONDRES
Olivier GRIVAT

munication inédite de ceux qui nous gouvernent», commente le quotidien d'Alger *Le Matin*.

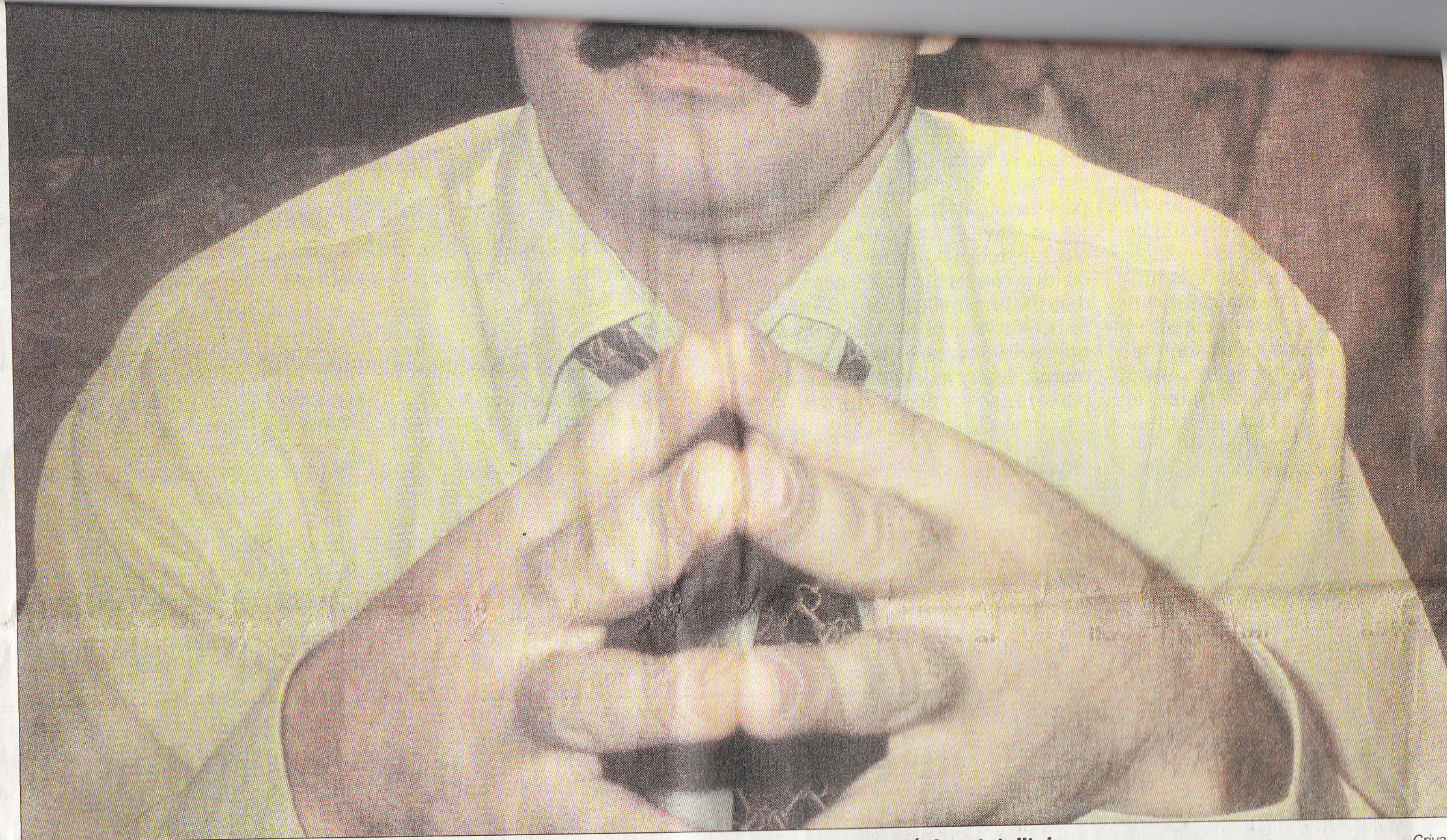
Réfugié depuis 1995 à Londres, Mohamed Larbi Zitout, 35 ans, ne mâche pas ses mots. A deux reprises lors d'émissions télévisées, notamment au Qatar, il a accusé le Gouvernement algérien, et surtout ses services secrets, d'être derrière la quasi-totalité des massacres, notamment des villageois et des étrangers, y compris des sept marins italiens retrouvés égorgés à la veille du Sommet du G7 de Naples.

Témoignant à visage découvert, cet ancien diplomate, qui n'a rien à voir avec les milieux islamistes, veut que la vérité soit faite et qu'on mette un terme à ces barbaries.

— Dans quelles conditions le diplomate que vous étiez a-t-il fait défection?

— J'ai été nommé à l'ambassade d'Algérie à Tripoli (Libye) à fin 1991, soit quelques semaines avant le coup d'Etat militaire du 11 janvier 1992. Premier secrétaire dès 1992, puis numéro deux à l'ambassade de Tripoli, je devais rentrer à la centrale à Alger en 1996, en attendant une nouvelle affectation comme ambassadeur. Mais j'ai refusé de passer de l'état de fonctionnaire au service de son pays à celui d'un mercenaire au service d'un régime militaire. En septembre 1995, je suis arrivé en Grande-Bretagne dans le plus grand secret. Dans ma famille, seuls deux frères qui devaient quitter l'Algérie étaient au courant. Au total, une trentaine de diplomates ont suivi le même chemin, mais pas publiquement. J'ai obtenu l'asile au bout de deux ans et trouvé du travail comme enseignant à Londres.

Un ancien des services



L'ex-diplomate algérien Mohamed Larbi Zitout: «Je ne supportais plus de représenter un régime totalitaire.» Grivat

— Quelles preuves avez-vous de cette manipulation, déjà dénoncée par *The Observer* à Londres?

— Un ancien membre des services secrets algériens l'a effectivement révélé récemment au quotidien britannique. Cet homme, qui a aussi fait défection en 1995 et demandé l'asile à Londres, me l'a confirmé. Mais pour des raisons de sécurité bien compréhensibles, il ne peut parler à visage découvert. Il est connu sous deux prête-noms: Dr Haroun et Ussef Josef. Pour les autorités algériennes, il s'agit de semer la terreur pour maintenir le régime au pouvoir éternel-

— Ce sont les forces spéciales, fortes de 40 à 50 000 hommes, et les commandos d'élite cagoulés que l'on appelle les *ninjas*, composés des éléments les plus sanguinaires de l'armée, la gendarmerie et la police. Leurs officiers sont formés en France, en Allemagne et aux USA. C'est aussi le fait de milices, au nombre de 200 000, d'anciens moudjahidin, des parents de victimes et des mercenaires qui font la loi dans leur région. On est en train de privatiser la guerre. Ces gens n'accepteront jamais de solutions pacifiques négociées. Pour les autorités, il s'agit de terroriser les populations, suffisamment en tout cas pour garder le pouvoir

sécuritaire. Il veut que rien ne change. D'où le besoin de faire régner un certain niveau de terreur. Le régime entretient la violence et c'est à cause des militaires qu'il y a des milliers de morts chaque mois en Algérie.

»Pourquoi est-ce souvent aux alentours d'Alger que les drames se produisent? C'est toute une société qui perd son âme. Mais parfois cette violence se retourne contre les autorités. Quand les massacres prennent trop d'ampleur et que l'on a manifestement dépassé la dose, la semaine suivante, le tir est corrigé. Le chiffre des victimes rediminue. A l'avenir, on ne devrait plus voir des massacres frappant des ...

Bruxelles. Quand vous discutez avec lui, vous réalisez à quel point la propagande des généraux, à travers les ambassades et les organes de presse, a fini par diaboliser les adversaires politiques, notamment les islamistes. Je crois savoir que Zaoui appartient à une tendance islamiste nationaliste connue sous le nom d'«algérianiste». Cette tendance est connue pour sa modération, son pragmatisme et le niveau intellectuel de ses membres. Je ne crois pas qu'il ait partie liée avec le terrorisme. Il faut se méfier du travail de désinformation des services secrets et de la police qui, eux-mêmes, désinforment les